LA TROISIEME REVOLUTION INDUSTRIELLE ET AGRICOLE (TRIA) EN PAYS DE LA LOIRE

Ce rapport fait suite à la saisine du Conseil Régional, dans le cadre de la stratégie régionale de transition énergétique. La Région souhaite en effet porter un regard critique sur le modèle proposé par Jeremy RIFKIN, essayiste américain qui a popularisé le concept de TRIA afin d'en tirer les axes de réflexion pour construire, dans son rôle de chef de file économique, une stratégie de développement régional.

CE QUE DIT LA CONTRIBUTION DU CESER (avis téléchargeable sur www.ceser.paysdelaloire.fr)

Le rapport est constitué de quatre parties :

- **L'exposé de la problématique** : dans un contexte de changement climatique, de raréfaction des ressources, de croissance démographique planétaire, J. RIFKIN considère urgent un changement de notre vision du monde. Il voit dans la rencontre de nouvelles énergies et de nouveaux modes de communication l'opportunité d'une troisième révolution industrielle autour de cinq piliers : énergies renouvelables, bâtiments producteurs d'énergie, les capacités de stockage de l'énergie, le déploiement de l'internet de l'énergie, la réinvention de la mobilité des personnes et des biens.
Les chambres consulaires de la Région y ont associé le caractère agricole, d'où l'acronyme TRIA.
Ce concept doit être interrogé pour savoir s'il permet de répondre aux contraintes planétaires et aux défis de développement de la Région.
- **L'analyse, pilier par pilier, de l'expérience de trois collectivités locales** inspirées par J. RIFKIN : la Région Nord-Pas-de-Calais, la province d'Utrecht (Pays-Bas), la ville de Rome (Italie). Ces trois exemples permettent de dégager des atouts et des limites de la méthode RIFKIN.
- **Le contexte et les enjeux en Pays-de-la-Loire** : le rapport décline, secteur par secteur, **les forces et les faiblesses de la Région** dans la perspective de la TRIA. Il rappelle **le cadre juridique et législatif**, notamment le projet de loi sur la transition énergétique, les évolutions de la fiscalité écologique, les dépenses en faveur de l'environnement, les difficultés de financement de la rénovation thermique des logements et l'état de la réflexion de matière de transition énergétique.
Il réalise un focus sur le projet TRIA développé par le Groupement inter consulaire des Pays -de-la-Loire.
- **Les préconisations** : quelles pistes la collectivité régionale peut-elle explorer pour anticiper, amorcer, accélérer et accompagner la TRIA ?

Le CESER privilégie des pistes pour amorcer des résultats dans un horizon de 5 à 10 ans.

Cinq grandes orientations ont été définies :

- ↳ **introduire les enjeux de la TRIA dans la déclinaison des politiques publiques de la Région** : via une **stratégie budgétaire** régionale et par une **démarche de complémentarité** et de coordination avec les autres niveaux institutionnels. La Région doit faire preuve d'exemplarité dans la gestion de son parc immobilier et en tant qu'employeur ;
- ↳ **s'appuyer sur les atouts régionaux** pour saisir toute opportunité de transformation, de développement, de création de valeur et d'emplois. Pour cela, le CESER préconise **d'identifier, faire connaître et soutenir les précurseurs et les bonnes pratiques** en faisant émerger les champions internationaux à même de créer valeur et emplois localement. Il faut aussi **intégrer dans la réflexion les PME et TPE**, encourager la diffusion des outils régionaux, soutenir les efforts de **mutualisation des moyens**, de circuits courts énergétiques et s'appuyer pour cela sur des relais professionnels ;
- ↳ **s'attaquer aux freins comportementaux** et surmonter les résistances au changement. La terminologie TRIA doit être travaillée pour être mieux comprise. **Une communication « percutante » doit être adoptée** pour convaincre les citoyens. Il faut s'affranchir des concepts en développant des initiatives concrètes qui permettent aux citoyens d'agir ;
- ↳ **explorer collectivement, parfois de manière radicale, les modes de financement** indispensables pour anticiper, amorcer et accompagner la TRIA, notamment mais pas exclusivement, concernant le financement de la transition énergétique. Pour le CESER, il faut passer d'une logique de subvention à une logique de garantie financière, mettre en place un tiers financement ou tiers investissements pour la rénovation des bâtiments publics, des copropriétés, des bâtiments tertiaires, ... et soutenir les circuits courts financiers ;
- ↳ **accompagner en les anticipant les mutations liées à la TRIA** qui pourraient provoquer, dans un premier temps, des conséquences en termes d'emplois et de métiers. Les territoires doivent être soutenus. Il faut aussi, selon le CESER, capitaliser sur la qualité du dialogue amorcé ces dernières années sur la région, qui a abouti à des schémas partagés (schéma de la jeunesse, ...).

CE QU'A DIT LA CGT – Intervention de Nicolas ROUGER

Le changement climatique va détériorer des conditions élémentaires de la vie des populations sur l'ensemble de la planète — accès à l'eau, production de nourriture, santé et environnement. Le coût d'une action immédiate serait relativement modeste comparé aux coûts que devrait supporter l'économie mondiale si nous ne faisons rien.

L'exposé de la problématique introduit par ce rapport nous conforte dans l'idée que les sociétés ont enfin pris conscience des dégâts dus au changement climatique.

Pour autant, la CGT tient à souligner que les changements climatiques sont la conséquence d'une industrialisation qui a fait et fait fi de sa supportabilité par la planète et de ses écosystèmes.

Le modèle économique dominant est celui de l'exploitation des ressources. Ainsi, la question du coût d'une action immédiate ne peut que renvoyer aux profits accumulés depuis des décennies et donc à leur restitution.

Cette crise environnementale qui nous impose de réduire la consommation d'énergie doit reposer sur deux enjeux majeurs : répondre aux besoins des populations tout en réduisant les émissions de gaz à effets de serre.

Huit millions de Français sont, à ce jour, concernés par la précarité énergétique alors que trois milliards de personnes dans le monde n'ont accès qu'à des formes rudimentaires de chauffage. Ce droit à l'énergie est central tout comme la lutte contre le réchauffement climatique ; l'un ne s'opposant pas à l'autre.

Le point 3.1.4 aborde la question du « Transport et de la mobilité ». **Nous constatons que les investissements de la Région en infrastructures et matériels roulants ont permis en dix ans d'augmenter la fréquentation des trains régionaux de 60 %.** Cette évolution positive de nos modes de déplacement est nécessaire.

Nécessaire mais insuffisante car les gaz à effet de serre sont aussi et avant tout dus à l'organisation de la société qui rejette les gens loin de leur lieu de travail, mais aussi à la délocalisation de la production qui conduit à importer en mettant les marchandises sur les camions. Le transport routier est le premier secteur d'émissions de gaz à effet de serre (27 %) et le deuxième secteur consommateur d'énergie (29,5 % de la consommation finale).

Conscient de cette problématique, le Gouvernement préconise la réduction par deux de la consommation d'ici à 2050. Les pays qui ont développé les Energies Nouvelles Renouvelables ont aussi de la production thermique classique, à savoir le charbon et le gaz, pour compenser cette transition énergétique alors que la France ferme ces secteurs. **Ces fermetures vont à l'encontre du besoin de réindustrialisation de la France, de notre démographie dynamique mais aussi des nouvelles technologies très gourmandes en énergie.**

Le point 4.2.2 de ce rapport indique que l'appropriation et l'accompagnement réussis de la TRIA ne seront possibles sur tout le territoire que si les acteurs économiques sont très largement engagés.

Le groupe CGT partage ce point de vue. **Combattre les conséquences des gaz à effet de serre sur le changement climatique, s'attaquer à la précarité énergétique, développer les énergies renouvelables, anticiper les mutations pour combattre les conséquences en termes d'emploi ne pourront se concevoir sans une véritable volonté partagée, dénuée de toute logique de profit qui pousse au dumping social et environnemental et au gaspillage des ressources naturelles.**

Le groupe CGT votera ce rapport.

VOTES : Le texte proposé a été adopté par 76 voix pour, 0 contre et 14 abstentions.

VOTES : Le texte proposé a été adopté par 76 voix pour, 0 contre et 14 abstentions.